

Roumanie

Eco-Ruralis, paysans en Roumanie et en Europe

L'association Eco-Ruralis est une jeune organisation créée pour représenter les paysans roumains aux niveaux national et international.

La structure a été fondée par un petit groupe de fermiers en 2009 parce que nous nous étions rendu compte d'un manque de représentativité, tant auprès de notre gouvernement qu'à l'échelon européen.

Eco-Ruralis a pris pour modèle les organisations de Via campesina comme la Confédération paysanne. Notre comité directeur n'est composé que de paysans, au service des paysans. Nous sommes naturellement aujourd'hui membre de la Coordination européenne Via campesina (ECVC).

La Roumanie est le pays européen qui a le plus grand nombre de paysans, mais aussi celui dont la population impliquée dans l'agriculture est la plus élevée. Près de 30 % des Roumains travaillent dans l'agriculture, ces paysans représentant 20 % de la population agricole de l'Union européenne.

Toutefois, plus de quatre millions ont à peine de quoi vivre et sont au-dessous du seuil de pauvreté.

Lorsque la Roumanie a rejoint l'UE en 2007, on avait espoir que la Pac puisse aider les fermes à gagner en rentabilité, en particulier par le biais de mesures de déve-



Les paysans d'Eco-Ruralis lors d'une réunion nationale en 2010.

loppement rural. Quatre ans plus tard nous constatons que cela ne s'est pas produit.

La Pac n'a pas été créée pour nos petites exploitations, il a été difficile de mettre en œuvre la plupart de ses composantes. Le plus gros problème a été l'incapacité du gouvernement roumain à mettre en place cette politique. Des programmes tels que Leader restent au point mort. Les subventions sont inégales et injustement distribuées, et le gouvernement reste sans véritable vision quant à l'avenir de l'agriculture du pays.

Nous aimerions voir des changements radicaux dans la manière dont la Rouma-

nie aborde l'agriculture, la mise en œuvre de la Pac, et nous voudrions que cette dernière soit reconsidérée afin de mieux être au service des paysans. Une redéfinition du plafonnement des subventions, une simplification du versement de celles-ci pour les petits paysans, un financement mieux ciblé du développement rural, une attention accrue sur la production et la distribution nationales, iraient dans la bonne direction pour faire des paysans l'avenir, et pas seulement le passé, de la Roumanie. ■

Doug Knight, animateur national d'Eco-Ruralis

Reconquérir l'autonomie alimentaire

Propact est un syndicat de paysans et de propriétaires terriens roumains. Il se bat pour maintenir les activités des petits et moyens agriculteurs dans un pays en pleine restructuration agricole, ouvert aux marchés internationaux.

De l'époque où la Roumanie était le "grenier de l'Europe", nous sommes arrivés à la triste situation d'importer 80 % des produits agroalimentaires nécessaires pour notre consommation.

Le gouvernement a annoncé un projet de loi avec une amende annuelle de 400 lei (100 euros) par hectare pour les propriétaires laissant leurs terres en friches. Le syndicat Propact, au nom des agriculteurs qu'il représente, soutient que l'État devrait plutôt développer d'autres méthodes pour encourager les agriculteurs à travailler leurs terres. Premièrement, en plus de trouver des fonds pour des subventions (afin que les agriculteurs roumains puissent aussi être acteurs du marché européen), il est indispensable que l'État apporte son aide pour la valorisation des produits agricoles sur le marché intérieur. Jamais nous ne pourrions avoir une agriculture performante tant que les paysans roumains seront obligés de vendre leurs produits au kilo, devant chez eux ou dans la rue, alors que les supermarchés dominant le marché roumain vendent près de 100 % des fruits, légumes et produits animaux d'importation.

Ce phénomène se reproduit sur les marchés urbains où les paysans ne

peuvent pas vendre ce qu'ils produisent à cause des intermédiaires et des spéculateurs qui ont récupéré tous les débouchés. C'est pourquoi Propact met à la disposition des petits producteurs des lieux de vente pour leurs produits (une centaine actuellement), payant la taxe journalière pour les stands sur les marchés.

Mais pourquoi l'État ne fait-il pas la démarche d'obliger tous les supermarchés à vendre au minimum 50 % de produits des paysans roumains ? Pourquoi, disent les paysans, ne pourrions-nous pas avoir, comme en Italie, un contact direct avec les distributeurs de fruits, légumes et céréales, plutôt que de laisser ce rapport aux intermédiaires qui tirent profit de notre travail ?

Ce sont les problèmes actuels auxquels se confrontent les petits producteurs de Roumanie. Le syndicat Propact se bat pour que les voix de ceux qui travaillent encore la terre soient écoutées, et nous continuerons à organiser au niveau national des rassemblements et des manifestations tant que nos droits ne seront pas respectés.



Ionut Fumureanu, animateur de Propact